



Conférence de presse du 25 janvier 2022

Notre engagement pour tou·te·s les Vaudois·es

Majoritaire au Conseil d'Etat depuis dix ans, la gauche vaudoise présente une liste solide et cohérente pour renouveler son contrat de confiance avec tou·te·s les Vaudois·es. Nuria Gorrite, Cesla Amarelle, Rebecca Ruiz et Vassilis Venizelos s'engagent à gérer, avec leur expérience éprouvée et leurs valeurs communes, la sortie de la crise sanitaire, à faire progresser durablement les politiques publiques pour renforcer la cohésion de notre canton et à investir pour les prochaines générations.

Pour gouverner, il faut certes toujours une vision stratégique et une capacité d'anticiper. Mais gouverner, ces deux dernières années, c'était surtout **s'adapter en permanence**, se fier aux valeurs de justice et de progrès pour assurer **la meilleure réponse aux besoins** des habitant·e·s, des entreprises, des associations et institutions de notre canton.

Tirer en profondeur les leçons de cette crise sera, sauf mauvaise surprise épidémique, une des premières tâches du prochain Conseil d'Etat. Certains enseignements sont déjà connus : pour permettre à la société de traverser des défis collectifs aussi vastes que ceux posés par le Covid-19, par le réchauffement climatique ou l'érosion de la biodiversité, nous avons besoin d'un **service public fort et agile et d'un Etat qui investisse pour les besoins des générations à venir**. Un service public durable, capable de souplesse, qui sache en tout temps s'adapter aux besoins nés de l'incertitude et soutenir les secteurs ou les habitant·e·s les plus fragilisé·e·s.

Ce n'est clairement pas le moment de réduire massivement les ressources de l'Etat. Il est indispensable de permettre aux nouvelles autorités de disposer de leviers financiers conséquents pour accompagner les changements à venir qui bénéficient à l'ensemble de la population et non aux contribuables les plus aisé·e·s.

En renforçant la stabilité des institutions, en respectant ses adversaires politiques, la majorité du Conseil d'Etat a su, depuis dix ans, faire de notre canton un modèle. Tissu économique dynamique, filet social solide, investissements ambitieux, système de formation diversifié et riche, ce sont les ingrédients de la recette du succès vaudois. Il s'agit de poursuivre et développer ces engagements. Les quatre candidat·e·s ont présenté ce mardi une vingtaine de mesures concrètes illustrant ces ambitions politiques pour un service public fort, à la hauteur du défi climatique, social, dynamique et garantes de l'égalité.

Pour un service public fort partout dans le Canton

Les pouvoirs publics doivent continuer à jouer un rôle crucial dans le développement de notre canton, en soutenant celles et ceux qui en ont besoin. Le service public doit assurer la couverture des besoins fondamentaux de la population et assurer à toutes et tous des prestations de qualité. Ces prestations doivent aussi évoluer en fonction des nouveaux besoins de la population et doivent aussi lui permettre de vivre dignement et dans de bonnes conditions. Les personnes qui font appel aux prestations et les employé·e·s qui les font vivre doivent pouvoir exercer un contrôle démocratique. La période de pandémie que nous traversons a mis en exergue l'importance des valeurs et de la politique d'un gouvernement porté par la gauche. Nos quatre candidat·e·s souhaitent s'engager pour des services publics de qualité, accessibles à chacune et chacun et un Etat fort, prêt à investir dans un développement économique durable, respectueux des droits sociaux et de l'égalité des chances tout en se portant garant de la cohésion sociale.

Nos quatre candidat·e·s s'engagent pour :

Offrir un accès en transports publics efficace partout dans le Canton. Continuer à développer les lignes de bus régionales, les lignes de chemin de fer (TPC, LEB, Travys, MBC...), la cadence des trains régionaux (au 1/4 heure) et les liaisons ferroviaires (2eme voie Lausanne-Genève,...) ; construire le tram Lausanne-Renens-Villars-Ste-Croix et les métros M2/M3.

Baisser le prix des transports publics. Offrir la gratuité ciblée ou de très fortes réductions des abonnements Mobilis (notamment pour apprenti·e·s, étudiant·e·s, retraité·e·s). Proposer des offres loisirs en transports publics à prix réduit pour favoriser le tourisme durable dans le canton.

Investir un demi-milliard pour des pistes cyclables séparées du trafic. Permettre un véritable choix du mode de déplacement protégeant la santé et le climat en construisant une infrastructure cyclable cantonale sûre et efficace.

Permettre aux jeunes parents de travailler. Continuer à favoriser le développement rapide de places d'accueil de jour partout dans le Canton afin de permettre à chacune et chacun de disposer d'une solution de garde.

Investir pour soutenir notre tissu économique local. En soutenant des programmes de développement économique qui valorisent les ressources de notre région, l'Etat participe à la relance économique en faveur de nos PME.

Défendre la souveraineté numérique. Développer une infrastructure et des solutions informatiques locales, protéger la population et les entreprises contre les risques liés à la cybercriminalité, développer les compétences critiques (notamment des jeunes par l'éducation numérique).

Développer les infrastructures sportives. Lutter contre la sédentarité, chez les jeunes en particulier, et soutenir le sport associatif passent par un maillage fin et modernisé de notre offre en infrastructure sportive.

Garantir un droit au logement abordable pour toutes et tous. Encourager une politique publique foncière qui permet un parc suffisant de logements d'utilité publique et les coopératives. Assurer un contrôle rigoureux des loyers (LPPPL) lors de transformations et rénovations.

Pour un Etat à la hauteur du défi climatique

Les effets du réchauffement climatique, de l'érosion de la biodiversité et de l'épuisement des ressources naturelles sont d'ores et déjà perceptibles à l'échelle du canton et vont s'accroître ces prochaines années. Le temps n'est toutefois pas à la résignation mais bien à l'action, en renforçant et en accélérant les investissements dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la mobilité durable, la mise en réseau des milieux naturels ou encore les renaturations de cours d'eau. Des mesures ambitieuses doivent être prises aujourd'hui afin d'éviter de devoir subir les conséquences de notre inaction demain. Le maintien d'une agriculture forte, durable, dynamique, diversifiée et à taille humaine est également indispensable pour renforcer notre sécurité alimentaire et notre gestion intelligente du territoire. La transition écologique représente finalement une opportunité de créer des emplois locaux dans tout le canton et de renforcer la qualité de vie des Vaudois·es.

Nos quatre candidat·e·s s'engagent pour :

Renforcer les efforts pour lutter contre le réchauffement climatique dans tous les domaines et adapter les systèmes humains et naturels aux inévitables changements induits par ce réchauffement. Les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat doivent être atteints, et si possible dépassés.

Accélérer la transition énergétique en planifiant notamment 300 millions d'investissements dans les cinq ans pour le développement des énergies renouvelables, l'assainissement des bâtiments et de manière plus générale l'efficacité énergétique.

Lutter contre l'érosion de la biodiversité en établissant un véritable réseau écologique cantonal : accélérer le programme de renaturation des cours d'eau, profiter de chaque nouveau projet pour élargir et connecter les espaces protégés, augmenter les surfaces du territoire cantonal qui assurent une fonction de réservoirs ou de liaisons biologiques et mieux soutenir les centres de soins à la faune sauvage.

Développer une politique agricole ambitieuse, protectrice et respectueuse du vivant et soutenir les exploitations agricoles familiales en les accompagnant pour affronter les défis à venir (adaptation aux changements climatiques, transition écologique, érosion de la biodiversité). Garantir des revenus équitables aux agriculteurs·trices.

Favoriser une alimentation saine, durable et respectueuse du bien-être animal : lutter contre le gaspillage alimentaire et adapter l'offre de la restauration collective vaudoise aux recommandations émises par la Confédération tant pour la santé que pour l'environnement.

Promouvoir une économie durable et circulaire qui ménage les ressources et respecte l'environnement et le climat, tout en offrant des opportunités d'emplois et de plus-value localement ancrées. Favoriser la revalorisation des matériaux et réduire le gaspillage des ressources.

Pour un Etat dynamique et solidaire

Notre Etat est agent de solidarité et garant de la cohésion sociale. En ce sens, il a pour rôle de protéger les citoyen·ne·s contre les risques, en se souciant de l'équité entre toutes et tous et en garantissant la garantie de la cohésion sociale. Si notre canton est resté fort ces deux dernières années, c'est grâce à cette cohésion. Elle doit ainsi pouvoir continuer à s'incarner dans l'action de l'Etat. En favorisant le pouvoir d'achat des classes moyennes et modestes, en assurant des revenus qui permettent de vivre dignement, en accompagnant vers l'emploi, mais aussi en garantissant l'accessibilité de tous à un système de soins efficace et socialement supportable. Le Canton fera par ailleurs face à un défi majeur ces prochaines années en raison du vieillissement de la population. Alors que les 80 ans et plus connaîtront une croissance de 70% d'ici 2040, il faudra à la fois préparer le système socio-sanitaire à absorber durablement cette transition démographique, mais également à anticiper les besoins, attentes et aspirations légitimes des seniors de demain.

Nos quatre candidat·e·s s'engagent pour :

Faire du vieillissement de la population une opportunité. Pour accompagner la transition démographique, il sera nécessaire de diversifier et d'augmenter l'offre de logements adaptés et protégés afin de favoriser le maintien à domicile. Aussi, les soins à domicile devront s'adapter à prendre en charge des personnes toujours plus âgées et présentant de nombreuses pathologies. Dans ce contexte, le travail des proches aidants devra être davantage valorisé par une reconnaissance du statut juridique de ces personnes et en offrant davantage de systèmes de relève. Enfin, pour maintenir, voire augmenter la part des seniors socialement intégrés et sans problèmes financiers structurels, il sera nécessaire de faciliter l'accès à l'appui social par la mise en place de guichets uniques, dans un but de prévention et de lutte contre la précarité.

Renforcer la première ligne de soins et la coordination. La mise en œuvre de l'initiative populaire « Pour des soins infirmiers forts » impliquera de former davantage de personnes aux métiers des soins, tout en leur confiant davantage de responsabilités dans la prise en charge des patient·e·s. Les revalorisations salariales des dernières années dans ce secteur doivent être poursuivies. Par ailleurs, la médecine de famille devra aussi être renforcée alors que certaines régions du canton connaissent aujourd'hui une désertification médicale. Pour conjuguer cet impératif, mais aussi celui de la maîtrise des coûts qui se répercute rapidement sur le portemonnaie des assuré·e·s, il faudra améliorer la coordination des soins à travers l'accélération du déploiement du dossier électronique du patient tout en protégeant les données personnelles grâce à une solution maîtrisée par l'Etat.

Favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap. Aujourd'hui encore, de nombreuses inégalités frappent les personnes en situation de handicap. Leur inclusion doit donc être renforcée en inscrivant leurs droits dans une base légale, qui permettra de reconnaître, d'accompagner, de prendre en charge et de favoriser la participation à la vie en société des personnes en situation de handicap, au sens de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (CDPH).

Réduire les inégalités en santé bucco-dentaire. Les soins dentaires représentent un lourd fardeau financier pour une partie de la population, en particulier les plus vulnérables. Aussi, pour des raisons économiques, de nombreuses personnes renoncent à ce type de soins. Dans une perspective de réduction des inégalités sociales et de prévention des maladies, la politique bucco-dentaire doit être renforcée en ciblant les populations vulnérables, en particulier en améliorant l'accès aux contrôles dentaires des enfants, des jeunes, des personnes âgées ou en situation de handicap.

Adapter le système des bourses d'études pour renforcer l'égalité des chances. Il est dans l'intérêt de la société et de l'économie que toutes les personnes qui en ont les capacités puissent se former, indépendamment des moyens dont ils disposent. Aussi, alors que le nombre d'étudiants et que le recours à des bourses augmentent, le dispositif doit être revu afin de s'adapter à différentes évolutions et de lutter contre la précarité estudiantine. Il s'agira notamment d'augmenter le forfait des frais maladie, la part du loyer dans les charges, mais aussi les possibilités d'exercer une activité accessoire plus importante sans diminution de la bourse.

Augmenter le soutien à la coopération internationale. Alors que le Canton de Vaud alloue 0.1% de son budget à la coopération, il s'agira d'augmenter progressivement son soutien à la solidarité internationale, en ciblant notamment la promotion de la paix et des droits humains, le renforcement de la démocratie, le soutien à la santé, le développement des infrastructures, l'accès à l'éducation, la lutte contre la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

Pour un Etat garant de l'égalité

Le principe d'égalité est indispensable dans une société qui reste traversée par des discriminations révélées ou aggravées par la crise sanitaire, mais aussi par la révolution numérique et par les effets de la crise climatique.

L'Etat joue un rôle central pour traduire dans les faits ce principe, indissociable de la quête de dignité et de reconnaissance pour toutes et tous. Cela débute à l'école dont la mission de formation est plus centrale que jamais pour faire face aux défis inédits de notre époque. Cela se prolonge dans le droit à une sécurité matérielle, notamment un travail digne et une protection contre les discriminations et les violences, mais aussi dans une culture qui donne sens à notre quotidien.

Nos quatre candidat·e·s s'engagent pour :

Offrir un système de formation de qualité et accessible. L'école doit fournir aux élèves les outils nécessaires pour faire face aux défis inédits de notre époque - au premier rang desquels la numérisation et la durabilité - tout en leur assurant un socle solide de savoirs fondamentaux. Il faudra également poursuivre la détection des élèves nécessitant des mesures de soutien et augmenter l'encadrement spécialisé, y compris au niveau postobligatoire. Les efforts en faveur de la santé mentale devront être poursuivis et s'inscrire dans la durée.

Offrir une perspective certifiante à chaque jeune de notre canton. A la fin de la scolarité obligatoire, chaque jeune sans solution doit être accompagné·e et soutenu afin de faciliter son accès à une formation postobligatoire certifiante.

Poursuivre l'effort d'innovation et de création de nouvelles places d'apprentissage, notamment dans les métiers techniques, du numérique et de la transition écologique. Poursuivre l'effort pour augmenter la part de jeunes qui choisissent l'apprentissage à la fin de l'école obligatoire. Soutenir les entreprises formatrices qui portent la formation duale.

Accompagner et favoriser la reconversion professionnelle et la formation continue tout au long de sa carrière pour s'adapter aux transformations économiques et au marché du travail. La part de formations en cours d'emploi doit sensiblement augmenter dans les années à venir.

Défendre des conditions de travail digne. Conclusion de CCT, instauration d'un salaire minimum ou égalité salariale : le gouvernement a la responsabilité d'être le garant de conditions de travail dignes en concertation étroite avec les partenaires sociaux.

Lutter contre les violences. Renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes et mettre sur pied une politique cantonale de lutte contre les discriminations subies par les personnes LGBTIQ, notamment au sein de l'administration cantonale et l'école.

Soutenir une culture riche, participative et accessible à toutes et tous. Touché·e·s de plein fouet par la pandémie, les artistes, les festivals et les institutions du canton ont bénéficié de soutiens inédits qu'il s'agit de renforcer pour permettre une relance culturelle qui profite à tou·te·s.



[Télécharger l'affiche](#)

Nuria Gorríte, 078 632 93 62

Cesla Amarelle, 079 240 46 87

Rebecca Ruiz, 076 567 87 37

Vassilis Venizelos, 078 804 14 99

Jessica Jaccoud, présidente du Parti socialiste vaudois, 079 792 53 59

Alberto Mocchi, président des Vert·e·s vaudois·es, 079 774 97 04